

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Plus de confusion (F. Loriot). — La situation du Parti Communiste français (G. Zinoviév). — Le mouvement syndicaliste français (A. Rosmer). — Enseignement de tactique (L. Revo). — Pierre Kropotkine (I. Novomirsky). — Comité de la 3^e Internationale. — Bibliothèque communiste, etc.

PLUS DE CONFUSION

QUELQUES inconvénients qui puissent résulter d'une rectification, dans nos colonnes, des opinions exprimées dans la presse par certains des représentants les plus qualifiés du Parti, — et ces inconvénients sont à peu près nuls dans la discussion courtoise et fraternelle qui doit rester entre nous, — ils sont certainement moins graves que les effets produits par des articles du genre de ceux qu'on trouve depuis quelques jours dans l'*Internationale* et le *Journal du Peuple*.

Il est impossible de laisser passer, sans en signaler le danger, de tels articles, qui entretiennent chez nous la néfaste équivoque qui a paralysé le Parti pendant la guerre et dont la survivance vient encore de l'exposer aux critiques véhémentes et justifiées de l'*Internationale Communiste* tout entière.

Détachant de la lettre adressée, récemment au Parti Communiste allemand, par Lénine, trois phrases où l'auteur dit que la lutte contre le centrisme ne doit pas devenir une sorte de sport ; qu'il faut savoir estimer à leur juste valeur les occasions de lutter de concert avec tout le prolétariat et qu'il faut faire trêve aux disputes qui déchirent le Parti, Daniel Renoult publiait le 30 août dans l'*Internationale*, un éditorial dans lequel il prétendait « que ces belles pensées rappellent les plus larges formules de Jaurès ». Cela, tout en n'étant pas absolument inoffensif, si on considère que les conseils de Lénine sont interprétés par nos adversaires comme un reniement de sa poli-

tique d'hier, resterait cependant assez anodin, si Renoult n'ajoutait pas une série de commentaires susceptibles d'interprétation différente et qu'on retrouve journallement sous la plume de tous les dissidents et de tous les traîtres à la cause de la révolution sociale.

Quoi qu'en puisse penser Renoult, les conseils de Lénine au parti allemand ne s'appliquent pas à la France, même lorsque les termes semblent les présenter sous la forme de vérités générales. Le chef du gouvernement des Soviets a écrit aux camarades Allemands, et en la circonstance, à eux seuls. Au lieu de détacher du texte de sa lettre, certaines phrases qui, appliquées à notre situation, prennent un sens bien différent de celui que Lénine a voulu leur donner, Renoult eut mieux fait de citer des extraits des thèses adoptées par le 3^e Congrès de l'*Internationale Communiste* et des décisions prises par le Comité Exécutif concernant le Parti français.

Les camarades de ce Parti eussent ainsi appris que ce que l'*Internationale* demande instamment au Parti français, c'est d'en finir au plus tôt avec ce qui subsiste encore chez nous de l'esprit réformiste et petit-bourgeois.

Pour réaliser sur le terrain communiste et ouvrier un maximum d'union, il faut d'abord que notre Parti soit communiste, ce qui est loin d'être. Appliqués arbitrairement à notre situation présente, les conseils de Lénine prennent une signification qu'ils n'ont certainement pas dans la lettre adressée au Parti Communiste allemand. Il en est de même de

l'affirmation, que les luttes à l'intérieur du Parti et des Syndicats sapent l'organisation et paralysent la propagande.

Renoult oublie que ce qui est aux prises chez nous, dans les Syndicats et encore, hélas ! dans une large mesure, dans le Parti, ce ne sont pas comme en Allemagne, les conceptions de l'Internationale Communiste et les opinions de ceux qui se prétendent à sa gauche, mais bien encore le communisme et le réformisme.

Souhaiter, dans ces conditions, au nom de je ne sais quel fantôme d'unité, une cessation de la lutte, alors que Moscou nous demande au contraire de l'intensifier, est une erreur dont les conséquences peuvent être graves et dont nous entendons ne pas être solidaires. Il est bien évident — et personne ne songe à le contester — qu'il faut s'efforcer d'éviter, à l'intérieur du Parti Communiste, les luttes intestines susceptibles de rompre son unité ; c'est un truisme dont la négation équivaldrait à contester que l'union fait la force, mais il ne s'agit pas chez nous de ce qu'il convient de faire dans un Parti Communiste, mais des conditions nécessaires à la création d'un Parti Communiste.

Personne n'est partisan de la scission pour la scission. Mais écrire chez nous, comme le fait Daniel Renoult, que maintenir l'unité ouvrière dont, par la force des choses, la direction échappera bientôt aux réformistes, garantir les possibilités d'action commune entre le syndicalisme révolutionnaire et le Parti, en évitant tout ce qui pourrait froisser, de part et d'autre, les susceptibilités, sont les buts que nous devons nous proposer en France, c'est tenir un langage dangereux par son obscurité et les interprétations contradictoires qu'on peut lui donner.

Nous aurons, dans les campagnes que nous allons être appelés à mener pour mettre en application les décisions du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, à nous expliquer plus largement sur ce point.

Nous ne pouvons davantage approuver l'article publié par Frossard dans l'*Internationale* du 5 septembre et intitulé *l'Heure des Difficultés*.

Sans apporter d'idées nouvelles sur les remèdes à la crise dont souffre le Parti, Frossard se borne à exposer les effets de cette crise en des termes dont nos adversaires surtout peuvent tirer profit. Les dissidents, d'ailleurs, n'ont pas manqué de profiter de l'aubaine et le fait que le *Populaire* a, en première page, reproduit intégralement l'article de Frossard, doit aujourd'hui singulièrement troubler notre camarade.

L'optimisme qu'il montre à la fin de son exposé ne corrige nullement le ton pessimiste

de l'ensemble et si la foi communiste de l'auteur ne vacille pas à la peinture qu'il nous fait de « l'heure des difficultés », ses appréciations sont de nature à ébranler cette foi dans l'esprit de bien des militants.

On pourrait multiplier les exemples d'articles ou de discours de camarades du Parti auxquels le nom de leur auteur donne une grande importance et qui sont bien plus propres à aggraver le malaise dont nous souffrons qu'à le dissiper. Sans parler de l'article de Verfeuil, publié le 31 août, dans le *Journal du Peuple*, et intitulé : *L'Erreur des bolcheviks*, on se demande, alors que tant de travaux urgents nous sollicitent, à quelles nécessités pratiques répond la controverse actuelle entre Frossard et Henri Fabre sur la rupture de l'unité à Tours. Elle n'a guère, jusqu'ici, servi à autre chose qu'à fournir à Henri Fabre l'occasion de regretter publiquement cette scission et de faire l'apologie de Léon Blum et de Paul-Boncour.

Il importe absolument que cela cesse et nous sommes bien décidés à faire le nécessaire pour cela. Nous rapportons de Moscou des thèses et des résolutions que le Parti se doit de mettre sans délai en application. L'heure n'est plus de remettre en discussion chez nous les conceptions révolutionnaires et réformistes. Ce qu'il faut, c'est extirper de notre mentalité, de nos habitudes et de notre langage les survivances réformistes et petites-bourgeoises qui ont pendant la guerre frappé de stérilité le Parti français et qui nous empêchent encore aujourd'hui de le mettre à la hauteur de son rôle et de faire de lui l'organisation directrice du prolétariat français dans sa lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

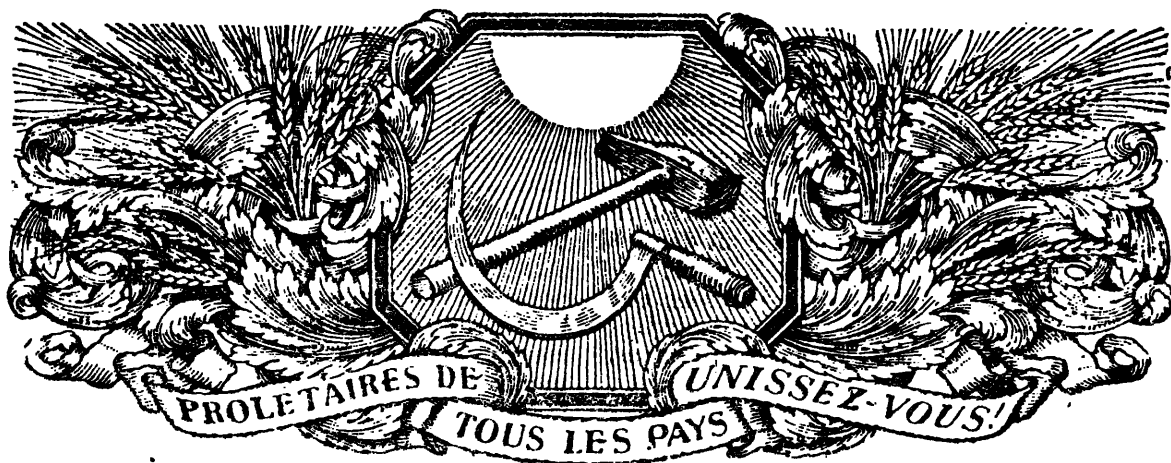
J'ose encore espérer que le désir sincère qui nous anime tous de faire du Parti un véritable Parti Communiste nous permettra de réaliser cette tâche sans crise intérieure grave ; mais il faut qu'on sache bien que la perspective d'une pareille crise ne saurait nous paralyser dans l'œuvre de rénovation qui s'impose.

F. LORiot.

ERRATUM

Un maslic ayant rendu incompréhensible un passage des Thèses sur la « Structure et l'Organisation des Partis communistes » parues dans le numéro précédent, nous le rétablissons ci-dessous :

Chapitre 6, paragraphe 40. — Par une constitution plus large, il sera donné au parti, etc.... ; de cette façon, on peut surmonter les hésitations et les mauvais penchants qui pourraient se révéler chez les fonctionnaires du parti et en amener plus vite la guérison. On prévient ainsi la multiplication de tels penchants dont la guérison est toujours douloureuse pour le parti quand ils se sont développés.



La Situation du Parti Communiste Français

*Discours prononcé par Zinoviev
à la Séance du Comité Exécutif du 17 Juin 1921.*

Zinoviev. — Camarades, je tiens avant tout à faire connaître aux membres de l'Exécutif quelle a été notre attitude envers le Parti Communiste français.

Il est exact que, l'ancien Exécutif avait décidé d'admettre ce Parti et l'avait maintes fois publié dans divers manifestes. Comme vous savez, Serrati nous a par la suite accusés, l'Exécutif, et moi-même, d'avoir fait de trop grandes concessions au Parti français. Mais concernant l'attitude du Parti socialiste italien, nous possédons un grand nombre de circulaires et de résolutions. Et l'on peut trouver dans les archives l'exposé des raisons pour lesquelles, en ma qualité de représentant de l'Exécutif, je devais agir autrement à l'égard du Parti français que du Parti italien, et pour lesquelles j'ai en quelque sorte conclu avec le Parti français un accord séparé. Serrati a écrit maint article pour demander que nous agissions de même façon à l'égard du Parti italien que du Parti français. Je crois de mon devoir de faire connaître ici notre position à l'endroit des camarades français et les mobiles qui nous l'ont fait adopter.

Il est vrai que nous avons l'intention d'être plus circonspects et plus conciliants à l'égard

du Parti français qu'à l'égard du Parti italien, déjà adhérent à la 3^e Internationale, et ce pour cette simple raison que la situation nous paraissait différente en France de ce qu'elle était en Italie. Lorsque Cachin et Frossard étaient à Moscou, nous avions en France un Parti qui n'avait pas encore fait sa première scission. Les Scheidemanniens français Renaudel et Thomas en faisaient encore partie. Nous devions compter avec la faiblesse du groupe communiste français au sein du Parti ; les chefs de ce petit groupe étaient presque tous emprisonnés. La situation était toute autre dans le Parti italien, déjà adhérent à la 3^e Internationale, qui avait participé au 2^e Congrès et pris des engagements qu'il ne tenait malheureusement pas. L'accord avec Renoult contenait un article où il était dit que si Jean Longuet souscrivait aux conditions du 2^e Congrès, nous serions disposés à proposer au Congrès suivant de faire une exception en sa faveur. Renoult nous l'ayant demandé au nom de Lorient, nous n'avons pas balancé un instant à le lui accorder, mais c'est alors que Longuet prononça son discours resté fameux. Il devint évident qu'il ne pourrait en aucun cas souscrire à nos 21 conditions. Les camarades français insistèrent pour-

tant, voulant montrer aux travailleurs de leur pays que nous étions disposés à faire une exception en faveur de Longuet. Je crois que nous avons eu raison en cette occurrence et que Serrati a complètement tort d'affirmer qu'il aurait autant de raisons de rester dans le Parti. Longuet n'a pas souscrit à nos conditions et le Parti a rompu avec lui. Au dernier moment encore, quand Longuet venait de prononcer sa déclaration, Frossard le pria encore de ne pas s'en aller. Les camarades qui ont participé au Congrès de Tours se souviennent que l'Exécutif envoya au dernier moment au Congrès du Parti socialiste français un télégramme conçu en termes très nets contre Longuet, le qualifiant de réformiste, c'est-à-dire d'agent du capitalisme, et exigeant son exclusion.

Frossard tenta de s'excuser devant Longuet, pour l'Exécutif. « Oui disait-il, les Russes se servent d'un langage un peu brutal, mais qu'il ne faut pas prendre au sérieux. Ce télégramme est assurément un peu rude, mais Longuet, pourrait tout de même demeurer dans le Parti et militer avec lui. » Je ne sais pas si ce télégramme eut un rôle décisif. Nous pensons en tout cas qu'il produisit un certain effet. Frossard avait naturellement tort d'inviter encore à ce moment Longuet à ne pas quitter le Parti !

Après le Congrès de Tours, nous nous demandâmes quelle attitude observer ultérieurement à l'égard du Parti français. Il était pour nous bien évident que ce Parti était encore loin d'être un vrai parti communiste. Il y demeure encore des personnalités isolées, centristes ou à demi-centristes qui continuent partout dans le Parti, dans la Presse, au Parlement l'ancienne tradition. Et pourtant nous considérons encore que nous devons agir différemment à l'égard du Parti français, qu'à l'égard du Parti italien, affilié depuis deux ans à l'Internationale Communiste. Nous avons conclu avec les camarades du groupe communiste français agissant au sein du Parti français, un accord tacite : nous leur donnons quelques mois pour opérer le regroupement du Parti et pour leur tâche d'organisation. Nous ne les avons pas pressés. Lorient citait hier un article dans lequel j'aurais dit que le Parti français était dans la bonne voie. Je le confirme. Il s'agit du télégramme envoyé par l'Exécutif à propos du dernier Congrès organisateur du Parti français. L'Exécutif y saluait le Congrès et déclarait vouloir discuter avec les membres du Parti français les modifications à apporter à leur politique.

Nous devons nous faire une opinion nette sur ce Parti et discuter son organisation. Nous

en avons parlé hier et aujourd'hui au cours de ces débats. Je crois que l'Exécutif a eu raison d'être au cours du dernier semestre extrêmement circonspect et indulgent à l'égard du Parti français. Ce qui ne veut pas dire tout de suite ce que nous croyons devoir dire. Je suis d'avis que ce qu'on appelle : « La maladie infantile de la gauche » n'est pas bien grave pour le Parti français. Si nous examinons la situation générale de ce dernier, nous reconnaitrons tous qu'il s'agit plutôt de le prémunir contre le danger opportuniste que contre le danger de gauche. (*Applaudissements.*) Le mouvement des Jeunesses est faible en France. S'il commet des fautes, il faut le lui dire. Il va de soi que si le Parti est opportuniste, la jeunesse, son avant-garde, ne doit pas l'être. L'attitude des Jeunesses sera bien utile au Parti, qu'elle contribuera à assainir. Je crois que les vieilles traditions, apportées au Parti par quelques députés, seront en France particulièrement dangereuses et que nous devons les combattre. On a dit ici, hier et aujourd'hui, que l'*Humanité* n'est pas tout à fait un organe communiste. Mais on vient de laver la tête au camarade Bela Kun et je n'ai pas l'intention d'empoisonner à mon tour son existence. Son affirmation que l'*Humanité* vaut moins encore que la *Freiheit* me paraît pourtant exagérée. La *Freiheit* est un journal tout à fait contre-révolutionnaire, l'*Humanité*, en mettant les choses au pis, n'est pas encore un journal révolutionnaire. L'*Humanité* se développe, la *Freiheit* rétrograde. Frossard progresse, lentement, avec des hésitations et des récidives, mais il progresse. L'*Humanité* est sincèrement avec la Russie, tandis que la *Freiheit* fait sous le manteau..

Froehlich : Ouvertement.

Zinoviev :... une vilaine propagande contre le seul Etat prolétarien. Elle fait l'œuvre des briseurs de grève. Mais nous devons pourtant insister pour que l'*Humanité* devienne un organe révolutionnaire, en voie de développement révolutionnaire. Dans son discours d'hier, le camarade Trotsky nous a donné divers exemples frappants. L'*Humanité* a complètement négligé quantité de questions. D'une façon générale, les camarades français le reconnaissent, tant dans leurs rapports officiels que dans les conversations privées. Lorient le disait sans façons aujourd'hui : « Nous savons parfaitement que notre organe et notre fraction parlementaire sont opportunistes. Nous savons que nous faisons encore bien des choses qui sont loin d'être satisfaisantes ». L'Exécutif pense que le moment est venu d'intervenir et de dire nettement ce que nous attendons du Parti français.

Le camarade Lénine a eu raison de dire que la question des rapports avec les syndicats français est en bonne voie et que l'on peut constater dans les syndicats un pas en avant. Mais quand il ajoute que c'est là le résultat du travail du Parti français, je dois bien dire que le camarade Lénine n'a pas suivi d'assez près cette question. Les camarades français ne sont pas aussi affirmatifs. Lorient lui-même a dit que le Parti ne travaillait pas bien dans les syndicats et suivait une politique imprécise. Si les syndicalistes sont la majorité au prochain Congrès, ils ne sauront que faire de leur majorité et le Parti ne le saura pas non plus. Oui, nous pouvons constater que le mouvement progresse dans les syndicats en dépit des hésitations et de l'imprécision de l'attitude du Parti. Le Parti n'a pas encore de ligne de conduite définie dans cette matière et c'est pourquoi les syndicalistes n'en ont pas non plus. C'est ce qui a pu créer une situation dans laquelle nous voyons les syndicalistes français tendre consciemment à former leur propre parti politique.

Je voudrais dire quelques mots du discours du camarade Schnab. L'exemple de la France, nous a-t-il dit, nous montre que les résolutions du 2^e Congrès sur la question syndicale n'ont pas été adéquates. Au contraire, l'exemple de la France montre, mieux que tout autre, combien nous avions raison de préconiser la formation de noyaux communistes dans les syndicats. Si nous avions suivi le conseil du camarade du K. A. P. D., où serions-nous aujourd'hui ? Nous serions plus loin encore du but, et nous ne ferions qu'apporter de la farine au moulin de Jouhaux. Notre conseil fut celui de communistes. En dépit de la fâcheuse situation du Parti, en dépit du moment défavorable, nous avons en France, avec nous, de nombreux syndicats. Bien que cette situation soit assez chaotique nous espérons que le Parti trouvera le moyen d'aborder les syndicalistes et les syndicaux. Et c'est précisément l'exemple de la France qui montre combien le 2^e Congrès avait raison d'exiger des Partis qu'ils consacraient la plus grande attention aux syndicats.

J'affirme que malgré toutes ces faiblesses, malgré les fâcheuses habitudes que Cachin a conservées du vieux Parti, nous devons faire crédit au Parti français. En France précisément on ne pouvait pendant la guerre avoir confiance au Parti ouvrier et nous savons que les travailleurs français s'en défiaient eux-mêmes. Mais puisqu'il y a maintenant, au Parlement et dans les syndicats, un groupe communiste, nous pouvons dire sans exagérations que la confiance nous revient à l'endroit du drapeau et de l'idée communiste en France.

C'est évident. Nous avons déjà dans ce pays un Parti de plus de 100.000 membres, animés d'un nouvel esprit. Nous voyons toutes ses faiblesses et son ambiguïté. La tendance opportuniste reste notre pire ennemi. Mais nous devons reconnaître que nous avons fait un grand pas en avant et reconquis la confiance des ouvriers français. Un petit groupe parlementaire, faible mais communiste et internationaliste siège au Palais-Bourbon. La situation n'est pas brillante, mais s'améliore de jour en jour. Nos camarades français déclarent eux-mêmes reconnaître leurs fautes. Ils feront donc bon accueil au conseil de l'Exécutif. L'Exécutif doit nettement dire dans une résolution ou dans un message au Parti français tout ce qu'il a à dire. Il va de soi qu'il ne peut même être question d'envisager l'exclusion de Frossard. Semblable proposition ne mérite pas d'être prise au sérieux. La France va de l'avant, mais l'opportunisme, notre ennemi, y subsiste encore. Nous avons à le combattre. Nous avons à dire aux ouvriers français où est le fond de la question. Peut-être le Parti français perdra-t-il encore quelques membres, peut-être verrons-nous quelques groupes entiers s'en détacher au moment de l'action décisive, peut-être même lui arrivera-t-il de traverser une crise pénible. Les communistes français nous confirment ces possibilités. Nous voulons pourtant aider et soutenir leur Parti et qu'il demeure un Parti de masses. Les événements ont démontré que la tactique que nous avons adoptée au 2^e Congrès était ici la bonne, non seulement contre les sottises de gauche, comme disait aujourd'hui le camarade Lénine, mais encore et surtout contre les sottises opportunistes. La ligne de conduite que nous avons adoptée au 2^e Congrès doit maintenant être confirmée par le 3^e Congrès.

RECTIFICATION

Le discours de Zinoviev, publié ci-dessus, contient une erreur de fait qu'il est indispensable de signaler.

Zinoviev prétend, en effet, qu'à Berlin, Renoult lui a demandé, au nom de Lorient, de faire au Congrès de Tours une exception en faveur de Longuet.

J'ignore si le camarade Renoult a agi comme le déclare Zinoviev, et il lui appartient de le dire.

Quant à moi, je déclare que j'ai ignoré le départ de Renoult à Berlin et que je ne lui ai donné aucun mandat de parler en mon nom.

F. LORIENT.

Le Mouvement Syndicaliste Français

Nous publions ci-dessous le texte du discours prononcé par notre camarade Rosmer au cours du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge.

Rosmer. — Camarades, je ne retiendrai pas longtemps les instants du Congrès car un grand nombre de délégués ont déjà parlé et la discussion sur ce point de l'ordre du jour est déjà pleinement épuisée.

Nous avons entendu à cette tribune des représentants de tous les pays, des représentants de toutes les délégations, de toutes les tendances qui peuvent exister sur le problème de relations entre les deux Internationales. Je chercherai seulement à déterminer les deux groupes d'opinion qui ressortent de la discussion qui vient d'avoir lieu.

Il est clair que l'immense majorité des délégués est en faveur d'une coopération entre les deux Internationales. La forme que pourront prendre ces relations reste à déterminer. Mais il semble que ce point important soit déjà acquis. La question qui a provoqué les oppositions les plus vives, c'est la vieille question des relations entre les partis politiques et les syndicats. C'est sur ce point que nous avons vu s'exprimer ici des tendances assez nettement déterminées. D'une part des camarades des organisations syndicales, appartenant eux-mêmes aux partis communistes, et pour qui la collaboration entre les deux Internationales est une chose naturelle et simple ont rappelé que les conditions ont changé profondément depuis la guerre, que l'opposition ardente d'autrefois entre les partis et les syndicats était désormais un fait du passé, qu'elle avait été pleinement légitimée par l'attitude des anciens partis politiques. Mais ces partis se sont reconstruits ; il ne s'agit plus de ces anciens partis qui ont sombré avec la 2^e Internationale, mais des nouveaux partis, de partis communistes qui s'affirment partout décidés à entreprendre la lutte révolutionnaire.

Les représentants des organisations syndicalistes, de leur côté, ont paru conserver une grande partie de leur méfiance ancienne. Ils ont déclaré que malgré ces transformations d'anciens partis socialistes en partis communistes, malgré la création de nouveaux partis communistes, pouvait subsister une volonté dominatrice de la part des partis communistes à l'égard du mouvement ouvrier, et que les partis politiques restaient au fond d'eux-mêmes partisans de la subordination des organisations ouvrières. Il est à craindre que ces deux conceptions restent même après ces débats dans la même position où elles se trouvaient avant la discussion. Mais si l'on examine dans leur ensemble ces groupements d'organisations syndicalistes qui restent foncièrement hostiles aux partis communistes et qui témoignent aussi une certaine méfiance à l'égard de l'Internationale Communiste, alors il est facile de constater qu'ils n'ont pas de plate-forme unique. Nous avons vu par exemple le représentant de l'Union de Marins d'Allemagne dire : « Nous n'accepterons jamais les directives de l'Internationale Communiste parce qu'elle nous demande d'abord de ren-

trer dans les vieux syndicats. Nous avons rompu avec eux et nous n'accepterons jamais de laisser la forme d'organisation que nous avons créée pour reprendre notre place dans les vieilles organisations. Nous avons vu aussi le délégué de « l'Allgemeine Arbeiter Union », affirmer que l'Internationale Communiste ne comprend pas la nouvelle situation, qu'elle ne veut nous laisser que les vieilles armes rouillées du passé, et que ce qu'il nous faut avant tout, ce sont des formes nouvelles d'organisation. A cette même tendance nous pouvons rattacher le représentant des I. W. W. et aussi le représentant d'une nouvelle organisation française qui s'est récemment séparée de la C. G. T. Mais d'autre part nous avons la minorité syndicaliste révolutionnaire française qui sur ce point est en opposition absolue avec les représentants des organisations que je viens de nommer. Ces syndicalistes sont partisans au contraire de rester dans les syndicats. Ils sont partisans de lutter jusqu'à ce qu'ils les aient ramenés dans la voie révolutionnaire d'avant guerre. Le groupement d'opposition qui a paru se former est donc loin d'être uni.

Et je crois bon de rappeler ici qu'avant la guerre s'est tenu à Londres un Congrès qui avait pour but de créer une Internationale Syndicale révolutionnaire en face de la Fédération Internationale dont le secrétaire était alors Léjien. Il semblait qu'un tel Congrès dût aboutir facilement puisque les délégués qui le composaient étaient d'accord sur les questions essentielles. Cependant après les discussions très vives, beaucoup plus vives même que quelques-unes de celles auxquelles nous avons assisté ici, l'accord ne put se faire et c'est par une rupture très nette, très brutale et très violente entre ces fractions, que le Congrès se termina.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de ce fait, sinon que ces organisations, faibles par leurs effectifs, ne sont pas capables de faire une action commune, ni même de se mettre d'accord sur des formules communes. Pourquoi ? Parce que tous ces différents petits groupements, toutes ces petites sectes sont attachées chacune avant tout à des systèmes qui, pour chacune d'elles sont les meilleurs et sont intangibles. Elles s'imaginent posséder une formule si excellente d'organisation ou une conception révolutionnaire si pure, que chacun veut imposer sa conception et ses méthodes aux autres.

L'œuvre que nous voulons faire ici est tout à fait différente. Dans la situation qu'a créée la guerre, il y a autre chose à faire qu'à chercher de grouper les petites sectes syndicalistes d'avant-guerre, qui n'ont pas pu elles-mêmes se grouper entre elles, et de les réunir avec celles qui se sont créées pendant et depuis la guerre. Nous avons actuellement partout des mouvements de masses, des mouvements énormes, nous avons la possibilité de créer une Internationale puissante, de créer une Internationale qui réunira vraiment toute la classe ouvrière parce qu'elles grouperont en elle tous les groupements révolutionnaires de tous les pays : nous avons la possibilité de créer une Internationale puissante qui pourra assurer la défense de la classe ouvrière. Jusqu'à présent nous

avons dû enregistrer partout des échecs. Partout depuis la guerre malgré des succès et parfois des grands succès momentanés, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où partout la bourgeoisie écrase la classe ouvrière.

Et quand je vois ici les camarades syndicalistes français rappeler ce qu'a été le syndicalisme français et le défendre avec énergie, je comprends pour ma part, qu'ils soient fiers de cette tradition. Je crois comme eux que le mouvement syndicaliste français restera dans l'histoire du mouvement de tous les pays comme une époque de lutte glorieuse. Mais quand ils prétendent aujourd'hui le conserver intact qu'ils s'imaginent qu'il suffirait de le faire sortir de la tombe où l'on enterre les trahisons qui se sont succédé depuis 1914, je crois qu'ils commettent une grande erreur : au lieu de profiter des leçons que nous devons tirer de la guerre impérialiste et de la révolution russe, ils songent à faire entrer la révolution dans un système qui peut être théoriquement excellent, mais qui en tout cas a besoin d'être adapté aux circonstances nouvelles.

Quand ils opposent les syndicats aux partis, je crois que la position qu'ils prennent n'est pas une position solide. Certes, il y a entre les syndicats et les partis de grandes différences : les syndicats groupent uniquement des ouvriers, et de ce fait ils réalisent par leur seule existence la lutte de classe, ils groupent d'une part, les ouvriers, seulement les ouvriers et ils les dressent devant les patrons. Les partis au contraire groupent des éléments qui ne sont jamais exclusivement ouvriers et il peut arriver qu'ils soient sans liaison avec la masse. Et alors il est bien évident que dans ce cas, des partis ainsi constitués ne peuvent pas prétendre interpréter la pensée de la classe ouvrière. Mais de tels partis nous en avons vu beaucoup et nous sommes fixés sur ce qu'ils peuvent faire. Ceux-là ne peuvent être que des partis réformistes. Mais si nous voulons prendre un exemple particulièrement instructif nous pouvons mieux faire que de prendre l'exemple du Parti Communiste Russe. Est-ce que nous pouvons prétendre que ce n'était pas un parti vraiment ouvrier ? Je crois qu'il n'y aurait personne pour le faire. Et si le parti bolcheviste a pu jouer le rôle qu'il a joué, c'est précisément parce qu'il a été toujours l'interprète exact et fidèle de la classe ouvrière de la Russie.

Est-ce que personne peut croire que ce parti aurait été capable de faire la révolution de novembre et de prendre à ce moment-là dans ses mains seul la tâche de poursuivre la lutte contre la bourgeoisie et d'organiser la société nouvelle : est-ce que ce parti aurait été capable d'accomplir une telle tâche s'il n'avait pas été l'interprète reconnu des ouvriers et des paysans de Russie ? Certainement non. J'ai entendu souvent dire ici, par des hommes appartenant aux partis les plus différents, et les plus hostiles aux bolcheviks, qu'il est incontestable qu'à ce moment-là le Parti Communiste russe a été celui qui exprimait exactement les aspirations de la classe ouvrière et qu'il a été le seul qui pouvait entreprendre de diriger la lutte immense qui était la Révolution.

Deux camarades français ont cité quelques fragments d'une brochure du camarade Lénine, si décisifs selon eux, qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de les commenter. Je crois pouvoir leur dire qu'ils se sont engagés un peu à la légère dans cette voie. La brochure à laquelle ils ont emprunté leurs citations n'est qu'un élément des discussions très approfondies, très complètes qui ont eu lieu en Russie cet

hiver au sujet du rôle des syndicats ; et en détaillant seulement un fragment ils ont absolument dénaturé, déformé le sens des passages qu'ils ont cités. Il n'est naturellement pas possible d'évoquer ici dans son ensemble, cette discussion. Je veux seulement noter, que les camarades étrangers qui se trouvaient à Moscou à ce moment ont eu beaucoup de peine à se reconnaître dans les nuances de pensée exprimées par les divers groupes qui se sont formés alors à l'intérieur du parti communiste russe le problème qu'il fallait résoudre ne se pose que lorsqu'on a fait la Révolution ; c'est celui des rapports entre les syndicats, les soviets et le parti. J'ajouterais seulement que le représentant principal de « l'opposition ouvrière », d'un des groupes qui existaient alors et qui s'appelait l'opposition ouvrière, ce représentant est aujourd'hui membre du Comité Central du Parti Communiste. Il a défendu sa conception comme tous les membres du Parti Communiste peuvent le faire, le Congrès du parti s'est prononcé contre la tendance qu'il défendait, et il accepta néanmoins à la suite de cette décision, d'entrer au C. C. du Parti. Il semble qu'il y ait de la part des camarades syndicalistes la peur que le Parti Communiste devienne un parti vraiment révolutionnaire ; on semble redouter un peu une concurrence. En fait, comme l'ont rappelé plusieurs de nos camarades, il est certain que l'ancienne C. G. T., dans sa période héroïque, était un véritable parti révolutionnaire, qu'elle était un parti politique, et un parti politique qui par beaucoup de points ressemblait au parti bolcheviste. On a dit ici que les syndicalistes français n'étaient pas marxistes, mais je peux citer l'opinion d'un homme qui compte dans le mouvement syndicaliste français, le camarade Louzon qui connaît bien à la fois le Marxisme et le mouvement syndicaliste, et qui écrivait récemment que le syndicalisme français était dans son fond vraiment marxiste.

Est-ce qu'il est possible de songer aujourd'hui en France à ressusciter de toute pièce ce vieux parti révolutionnaire qu'était la C. G. T. d'avant-guerre ? Est-ce que c'est seulement parce que Jouhaux a trahi en 1914, est-ce que c'est par ce fait seul que le syndicalisme révolutionnaire a subi en France une éclipse ? Mais après la trahison de Jouhaux d'autres trahisons plus graves encore se sont produites. Alors que celle de Jouhaux eut épuisé toute sa malveillance, nous avons vu successivement des camarades qui avaient pris la direction de la minorité et la dressaient contre Jouhaux, nous les avons vus à leur tour abandonner cette minorité et la classe ouvrière. On peut donc penser qu'il y a des raisons plus profondes que ces trahisons successives dans la transformation qui a eu lieu à l'intérieur du syndicalisme français. Depuis la guerre les syndicats ont subi partout de grandes modifications non seulement dans les pays où ils étaient déjà une institution solide, comme en Angleterre et en Allemagne où ils se sont développés dans des proportions considérables, mais même en France où l'effectif syndical était toujours très réduit, nous avons vu se produire une grande poussée vers les syndicats. La C. G. T. qui par son nombre était une organisation d'une forme différente de l'ancienne organisation et non seulement par son nombre mais aussi par ses méthodes et ses luttes, est devenue comme les grandes organisations syndicales d'Angleterre et d'Allemagne qui, elles, suivaient leurs anciennes traditions, une organisation vraiment réformiste qui a cherché seulement à masquer cette action réformiste, cette

action de collaboration des classes derrière les anciennes formules syndicalistes dont le vrai sens n'est pas douteux, mais qui peuvent permettre des interprétations tendancieuses et nouvelles. Doit-on dans ces circonstances songer uniquement aujourd'hui à ressusciter dans son intégralité le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre ? Faut-il concentrer tous les efforts sur ce point et consacrer une partie de nos forces à discuter, à batailler entre les tendances diverses ? La méfiance des politiciens est salutaire. Mais il n'y a pas des politiciens que dans les partis politiques, il y en a aussi dans les organisations syndicales. Il me semble que quelques camarades français oublient un peu que, surtout en France, la classe ouvrière depuis la guerre n'a enregistré que défaite sur défaite. Même cette grève du 21 juillet 1919 que j'é rappelais tout à l'heure et qui aurait été la seule grande manifestation, que la classe ouvrière française ait faite en faveur de la révolution russe, même cette grève a échoué. Dans quelles conditions a-t-elle échoué ? Dans des conditions les plus désastreuses pour la classe ouvrière. A la veille du jour où elle devait être déclarée, il a suffi d'un ordre de la C. G. T. pour que le mouvement fût brisé. Et les conséquences d'un pareil échec furent immédiatement visibles parce que l'étranglement de la Hongrie Soviétique eut lieu le lendemain même. Mais il n'y a pas eu seulement l'étranglement de la Hongrie Soviétique : ce lamentable échec donna à la bourgeoisie la conviction que désormais elle n'avait plus à ménager la classe ouvrière, que désormais elle pouvait prendre sans crainte l'offensive contre la classe ouvrière car la force révolutionnaire que celle-ci contenait depuis la guerre était, pour l'instant brisée. Est-ce que la minorité révolutionnaire a profité de cette première leçon ? Il n'apparaît pas. Car, si nous passons à un autre événement d'importance — à la grève des cheminots, à la grève générale de Mai 1920 — nous trouvons que là encore la classe ouvrière française devait être écrasée par la bourgeoisie de la façon la plus complète. On pouvait donc penser, après ces deux grandes défaites, où la minorité syndicaliste française se laissa duper par les dirigeants de la C.G.T., on pouvait penser que cette minorité aurait compris clairement que tant qu'elle ne sera pas solidement unie elle restera toujours à la merci des manœuvres de Jouhaux et de ses amis. On pouvait penser qu'elle n'aurait plus en vue que le problème de son organisation intérieure et le problème plus important encore de la détermination exacte de sa position actuelle. Les discussions qui ont eu lieu ici ont montré que cette minorité, si elle a entrepris ce travail indispensable, est encore dans une période de grande confusion. On voit qu'il existe dans la minorité syndicaliste révolutionnaire française des tendances diverses qui par moment paraissent tout à fait disposées à travailler entre elles et qui à d'autres s'opposent au contraire vivement l'une contre l'autre.

Ces manifestations montrent clairement que le travail indispensable n'est encore aujourd'hui qu'à peine ébauché. Je crois que les camarades français s'en rendent parfaitement compte, ils savent bien que les formules volontairement imprécises ne peuvent pas suffire. Par exemple celle qui indique la volonté nettement exprimée de collaborer désormais avec des partis politiques qui agiraient révolutionnairement ; à certains moments, il semble, qu'il y a beaucoup dans cette formule, à d'autres moments il semble qu'il n'y a rien, il semble qu'on revienne brusquement à l'opposition ancienne et on dit : c'est la vieille querelle qui se rouvre, la

vieille querelle entre les organisations ouvrières et les partis politiques.

Dans de telles conditions la minorité syndicaliste révolutionnaire de France, ne peut pas trouver la base de l'action qu'elle doit entreprendre aujourd'hui, c'est là la cause de sa grande faiblesse, c'est la cause pour laquelle elle n'a pas réussi encore à grouper autour d'elle la fraction la plus combattive de la classe ouvrière et à entraîner la masse. La classe ouvrière sent bien ce malaise qui existe dans la minorité ; jamais elle ne répondra à des appels qui ne reposent pas sur des idées claires et sur des conceptions précises. Un appel auquel elle répond toujours est celui qui lui est adressé en faveur de la révolution. Et la formule très simple à laquelle on a souvent recours lorsqu'on parle de l'Internationale de Moscou, est aussi une formule qu'elle comprend et c'est pourquoi elle donne son adhésion sans réserves. « Mais c'est la tâche des militants de dire ce qu'il y a dans ces formules imprécises et vagues. C'est leur tâche de montrer ce que signifie la défense de la révolution et l'adhésion à Moscou. Dans la période d'avant guerre nous avions tous les loisirs pour discuter les systèmes divers ; alors il était tout à fait légitime de maintenir, chacun pour sa part, le système qu'on croyait le meilleur et de le défendre avec intransigeance. Mais l'époque où nous sommes aujourd'hui est une époque à beaucoup de points de vue et au point de vue le plus essentiel complètement différente de la période d'avant-guerre. Nous voyons à présent qu'avant la guerre le régime capitaliste était un régime solide, qui s'était fortement adapté aux transformations sociales diverses et qu'il n'aurait pas été aisé de renverser. Aujourd'hui ce régime si solide d'avant-guerre a perdu sa base même, il cherche dans les différents pays à se reconstituer, à retrouver un équilibre stable. Nous répétons souvent que nous sommes sûrs qu'il ne retrouvera plus sa base, mais au fond de nous-mêmes nous ne pouvons pas être si affirmatifs. On peut parfaitement concevoir que le régime capitaliste, sous une forme différente de l'ancienne, réussisse de nouveau à s'assurer une existence paisible. Le problème qui se pose devant nous est celui de savoir qui reconstruira la société. Si c'est la bourgeoisie ou si c'est la classe ouvrière. Il ne s'agit plus comme autrefois de discussions théoriques, mais il s'agit d'un problème pratique qui est devant nous. La révolution est maintenant un fait de notre vie. Il dépend de nous de déterminer comment la société nouvelle sera bâtie. Ou nous serons écrasés par la bourgeoisie et alors il est bien sûr que le régime nouveau institué par elle sera un régime d'asservissement de la classe ouvrière, plus dur que celui qui existait avant la guerre, ou bien la nouvelle société sera rebâtie par nous et alors nous pourrions assurer la libération totale de la classe ouvrière et la construction d'une société vraiment communiste. Pour réussir dans notre tâche nous avons besoin d'élaborer ici — et c'est la tâche précise de ce Congrès — de créer une organisation internationale capable de diriger le grand combat de la classe ouvrière, la résolution qui sera proposée au congrès permet le groupement dans l'Internationale nouvelle de toutes les organisations qui sont ici représentées et j'espère qu'aucune d'entre elles, obéissant à des considérations qui sont vraiment hors de proportions avec la dimension du problème que nous avons à résoudre, ne refusera d'accepter la formule qui sera proposée, et que tous ensemble nous édifierons la première Internationale Syndicale Révolutionnaire.

A. ROSMER.

Enseignement de Tactique

Une des tâches essentielles du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste a été la mise à profit des expériences révolutionnaires des différents pays capitalistes pour la lutte émancipatrice du prolétariat du monde entier. Dans la critique des fautes commises par les Partis Communistes dans leur lutte contre le capitalisme, s'est cristallisée la tactique à employer dans les combats futurs. Les délégués venus à Moscou pour y apporter un rapport et pour y entendre la critique des dures expériences révolutionnaires de leur pays, en sont revenus avec une grande expérience puisée au contact des Partis Communistes de tous les continents.

Les thèses de l'Internationale Communiste sur la tactique sont basées sur les leçons que le prolétariat a tirées des grandes luttes sociales depuis le 2^e Congrès. Le mouvement puissant des travailleurs italiens, qui, il y a une année, avaient occupé les usines et étaient en train de conquérir le contrôle de la production, nous a enseigné que toute action économique, dirigée sous des points de vue purement professionnels et politiques, est condamnée à échouer par la force des choses, si grands et sincères que soient l'élan et le dévouement des militants. La grève générale et les luttes armées du prolétariat de Tchéco-Slovaquie contre l'Etat bourgeois, en décembre de l'année passée, démontrent qu'un parti révolutionnaire aspirant à la direction du mouvement prolétarien doit savoir donner aux travailleurs, dans toutes les circonstances, des mots d'ordre correspondant à la situation concrète. L'insurrection de mars des communistes allemands, enfin, enseigne aux partis communistes combien il est pernicieux de se séparer du gros des masses ouvrières. Elle enseigne encore que la perspective d'une constellation révolutionnaire future ne suffit pas à ébranler les grandes masses, et que seule la participation active aux luttes quotidiennes des prolétaires pour les revendications surgissant des besoins de tous les jours peut arracher le Parti Communiste à l'isolement dans lequel les social-patriotes et les reconstruc-teurs veulent le noyer.

Le problème principal de la tactique communiste est celui de gagner les masses prolétariennes aux conceptions communistes et de les entraîner dans la lutte finale contre le pouvoir d'Etat capitaliste. Ce problème est pour ainsi dire le problème unique de la tactique de l'Internationale Communiste. A notre époque, la maturité des circonstances économiques pour l'avènement du socialisme est incontestable, en dépit de défaites et de retraites passagères de la révolution. La base économique de la révolution prolétarienne étant déjà donnée, celle-ci dépend aujourd'hui surtout du développement de la conscience de classe des masses exploitées. La pourriture de plus en plus évidente du capitalisme renforce dans ces masses la conscience de leur situation et, par conséquent, leur esprit de révolte. Cependant, il ne s'agit pas

là d'un processus purement machinal et mécanique : l'esprit ne suit que par étapes. Il incombe donc aux communistes de hâter ce processus, au cours duquel les masses prennent conscience de leur vocation historique, et d'en raccourcir consciemment les étapes de régression inéluctables. Ils ont à accomplir cette tâche au milieu des mille batailles de classes, dont notre temps est si riche, et à démontrer au prolétariat, dans chacune de ces batailles, les conceptions et les buts du Parti Communiste, c'est-à-dire les nécessités historiques de notre époque.

C'est en Allemagne que la tactique, prescrite par le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste et préconisée déjà auparavant par le camarade Lénine dans sa *Maladie infantile du communisme*, est mise à l'épreuve pour la première fois dans une action d'une envergure extraordinaire, étendue sur tout le Reich. A la suite des coups de revolver, tirés par la réaction sur le représentant de la démocratie bourgeoise Erzberger, la population laborieuse est en fermentation jusque dans les parties les plus indifférentes de la petite-bourgeoisie. Les communistes ont la tâche de profiter de ce mouvement de masses pour rallier des troupes prolétariennes de plus en plus nombreuses sous la bannière du communisme, pour renforcer la lutte des classes et la pousser finalement jusqu'à la conquête du pouvoir politique. Les expériences des communistes allemands dans ces combats démontreront la signification pratique des conseils de tactique du 3^e Congrès.

Généralement, les hommes profitent moins de ce qu'on leur dit que de ce qu'ils vivent. L'expérience douloureuse d'un échec leur indique la voie juste avec plus de clarté que le discours on ne peut plus éloquent d'un orateur ou les paroles sincères et simples d'un camarade. Jusqu'ici, les communistes avaient commis souvent la faute de se soucier trop peu des besoins imminents des masses, en leur déclarant à toute occasion que la seule solution serait la proclamation de la dictature des conseils ouvriers. Les masses, croyant encore aux promesses des leaders réformistes, espéraient, cependant, leur victoire non de la dictature prolétarienne, mais de la démocratie bourgeoise. Lorsque les communistes, tout en refusant de lutter pour des réformes, leur disaient simplement qu'il fallait procéder au renversement de la démocratie bourgeoise, la plupart des travailleurs ne suivaient pas les conseils des communistes, mais ils luttèrent tout de même pour une amélioration de leur sort dans la société capitaliste. Et comme toute tentative d'obtenir une amélioration durable dans la société capitaliste doit finalement échouer, les pontifes réformistes pouvaient rejeter toute responsabilité de l'échec sur les communistes, auxquels ils adressaient le reproche d'avoir brisé le front unitaire, alors qu'en vérité la trahison des leaders social-conciliateurs était la cause de la défaite. C'est ainsi que les commu-

nistes de gauche sont arrivés à s'isoler presque complètement des grandes masses.

Dans le mouvement de masses qui se déroule actuellement en Allemagne, les communistes allemands observent les règles de tactique basées sur ces expériences. La majorité du prolétariat allemand est encore assujettie aux illusions de la démocratie bourgeoise, nourries incessamment par les leaders des socialistes majoritaires et indépendants. Elle croit encore que la lutte contre la réaction monarchiste peut être menée dans la République bourgeoise, alors que la bourgeoisie allemande est contre-révolutionnaire dans son immense majorité, et par le gouvernement de cette République, alors que le gouvernement d'un Etat capitaliste ne représente que les intérêts de la bourgeoisie. Elle croit encore que les revendications formulées par les deux partis menchevistes, telles que l'expulsion des éléments monarchistes des organes de la République, de la Reichswehr, de la police, de la justice et de l'administration, peuvent être réalisées en régime capitaliste. Si les communistes, en leur expliquant l'impossibilité de la réalisation de ces buts dans la République de M. Stinnes, s'abstenaient de la lutte pour ces revendications, les masses seraient livrées entièrement aux traitres social-patriotes, qui ne manqueraient certainement pas de qualifier les communistes de complices de la réaction, et l'isolement des communistes des autres prolétaires serait un fait accompli.

C'est pourquoi les communistes allemands ont déclaré soutenir de toutes leurs forces les revendications dressées par les deux partis socialistes. Ils montrent aux masses prolétariennes qu'ils luttent avec plus d'énergie que ceux qui ont formulé eux-mêmes ces revendications. Les social-confusionnistes commencent déjà à reculer, tandis que les masses réclament le combat. Seuls les communistes avertissent les travailleurs des compromis dangereux qui ont déjà deux fois amené la contre-révolution ouverte au seuil du pouvoir. Les communistes insistent sur ce que les buts revendiqués soient réalisés. Et puisqu'il ne suffit pas de être aux masses que la réalisation en est impossible en régime capitaliste, il faut qu'elles s'en aperçoivent par la propre expérience.

Au cours de cette lutte, les social-démocrates se démasqueront de nouveau, en ourdissant des pactes avec la réaction. Les masses reconnaîtront que de tous ceux qui ont combattu pour la réalisation des revendications dressées au commencement de la bataille, seuls les communistes avaient pris la lutte au sérieux. En même temps, les prolétaires aux illusions démocratiques reconnaîtront par leur propre expérience que la réalisation des buts les plus modestes de la démocratie bourgeoise n'est plus possible, aujourd'hui, dans l'Etat capitaliste. Ils se détacheront des chefs menchevistes, qui se préoccupent de contenir la lutte des classes dans le cadre de la démocratie. S'apercevant ainsi de ce que la victoire décisive sur la réaction n'est possible que par le renversement de la République démocratique et par l'instauration du régime soviétique, les masses, guéries dans leur majorité des utopies démocratiques, se regrouperont pour entrer dans la lutte finale.

La réalisation durable et définitive des plus infimes besoins des masses salariées étant impossible dans la « démocratie » à l'époque actuelle, la lutte pour les revendications prolétariennes les plus modestes peut être élargie jusqu'à la bataille décisive contre le pouvoir d'Etat capitaliste.

L. REVO.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i>	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i>	2 »
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Jeudi 15 septembre, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion plénière du Comité.

Ordre du jour :

La Question Syndicale.

Pierre KROPOTKINE

L'HOMME ET L'ŒUVRE

J'ai rencontré Kropotkine pour la première fois, en 1905, à Paris, où il était venu, je crois, illégalement. Deux ou trois dizaines d'anarchistes s'étaient à cette occasion réunis au domicile de l'un de ses amis. On parla de la révolution qui mûrissait en Russie, et du rôle y incombant aux anarchistes. Pierre Alexiévitich parlait d'abondance, doucement, intelligemment. Mais en l'écoutant avec attention, l'envie venait de dire : « Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela ». Il parlait de la révolution russe, du ton même — et avec les mêmes mots — dont il eût parlé de la révolution en Espagne, en Scandinavie ou aux îles Sandwich. À celui qui arrivait en droite ligne de Russie, qui sortait de l'atmosphère surchauffée de l'action clandestine (on dit en russe *souterrain*), qui avait vu de ses propres yeux s'allumer dans une atroce, dans une impitoyable lutte de classes le brasier de la guerre civile, il semblait étrange et comme fade d'entendre prononcer des paroles ressassées et désormais presque dépourvues de sens sur l'esprit de révolte, sur le génie créateur du peuple, etc. Quand nous tentâmes timidement de parler de la lutte de classes, Pierre Alexiévitich, si bienveillant de coutume, s'émut, s'irrita et nous interrompit à chaque mot. Certes, il s'excusa tout de suite envers moi, de façon touchante, en plaisantant « le mauvais caractère d'un vieux sot qu'il fallait pardonner ». Non seulement je lui pardonnai bien volontiers, mais je fus absolument charmé par cette âme de sage, entière, sérieuse et véridique. Je gardai pourtant l'impression ineffaçable que Pierre Alexiévitich Kropotkine n'était déjà plus, qu'il nous avait quittés, qu'il s'en était allé quelque part très loin. Était-ce vers le passé ou vers l'avenir ? Qui sait ?

Entre nous, jeunes anarchistes, et notre vieux maître, il y avait déjà alors, il y a quinze ans, un abîme infranchissable. Toutes les tendances anarchistes russes avaient grandi en opposition et en lutte avec l'enseignement de Kropotkine. *Besnatchalté* (*Sans-Autorité*), *Tchernoe Znamia* (*Le Drapeau noir*), *Novy Mir* (*Le Nouveau Monde*), *Bourévestnik* (*L'Annonciateur de la Tempête*), tous ces organes exprimant les différentes nuances de la pensée anarchiste en Russie, allaient en réalité contre les théories de Kropotkine. Il n'y avait qu'un groupe kropotkinien, le groupe de *Khleby i Volia* (*Pain et Liberté*), mais il était, en Russie le moins influent et se fondit bientôt avec les autres.

Pendant l'été de 1906, rentrant d'Amérique, je visitais Pierre Alexiévitich qui habitait alors non loin de Londres, dans la petite ville de Bromley, le modeste cottage « Viola ». Pierre Alexiévitich n'était pas chez lui, il se soignait en Normandie. Mais ayant appris que je rentrais en Russie pour reprendre le travail clandestin, il m'écrivit une

longue et bonne lettre, abrégée sa cure et revint à Bromley. Nous passâmes de longs jours ensemble et je n'oublierai jamais le charme qui me pénétrait toutes les fois que nous demeurions en tête-à-tête et que, de sa voix douce et profonde, il me parlait de l'homme, de la solidarité, de la tolérance, des souffrances du peuple et de sa propre vie. Mais si tôt que la conversation descendait des cimes éthérées de la morale et de la philosophie, Pierre Alexiévitich devenait méconnaissable. La moindre allusion à la théorie de la lutte de classes, à la nécessité de l'organisation provoquait en lui une insurmontable irritation, et la conversation devenait impossible.

La grande révolution qui germait sous les yeux de tous exigeait de tous les révolutionnaires consciencieux une netteté de programme absolue, une exactitude absolue, une tactique concrète et la plus grande organisation. Mais tous nos efforts en vue d'arriver à un accord défini furent vains. Le maître qui avait fait preuve, dans l'étude du passé, d'une si grande perspicacité, se perdait lorsqu'il s'agissait de l'actualité, dans les lieux communs. Ses phrases semblaient être des citations empruntées aux *Paroles d'un Révolté* ou à *La Conquête du Pain*. Nous n'avions pas de raison de les discuter et pas de possibilité de nous accorder. Quand il nous semblait nous être parfaitement compris, quelque petite question tactique surgissant à l'improviste effaçait toutes les clauses de l'accord conclu, et le débat se rouvrait. La question de l'attitude de l'anarchisme envers les expropriations privées (« reprises individuelles ») fut entre nous la dernière pierre de discorda.

Cette question était alors très grave. Le masque de l'anarchisme servait à des voleurs et à des bandits qui menaçaient de submerger le vrai mouvement d'idées anarchistes. Il appartenait aux leaders de ce mouvement d'intervenir fermement, inflexiblement. Les jeunes anarchistes, militant en Russie et qui mesuraient sur place l'immensité du danger, avaient déclaré une guerre impitoyable à la coutume des expropriations.

Quand je dis à Pierre Alexiévitich que mes amis avaient décidé de fusiller sans merci tous ceux qui abuseraient, pour en recouvrer leur banditisme, du nom de l'anarchisme, il fut épouvanté et termina sa longue admonestation littéralement par ces mots : « Nous ne devons pas tuer des jeunes égarés, mais les rééduquer et les convaincre. Loin de les tuer, notre tâche n'est pas même de les critiquer. Les anarchistes doivent enseigner par l'exemple et non par la critique. »

C'était peut-être très humain et cela contenait sans doute un grain de vérité, — mais d'une vérité absolument stérile. Avec cette vérité et cette tactique on pouvait former une variété nouvelle de tolstoïsme, on ne pouvait pas former le grand parti unique et puissant de la révolution.

Nos négociations se terminèrent sans résultats.

L'histoire a montré qui avait raison. Le mouvement de *Khleb i Volia (Pain et Liberté)* s'est évaporé comme un rêve, sans laisser de traces, et le syndicalisme anarchiste s'est assimilé toutes les autres tendances de l'anarchisme russe. Je m'étais souvent demandé avec amertume en écoutant la parole ardente du maître : « Où est l'apôtre de l'anarchisme ? N'est-il pas avec nous, qui luttons et créons la vie nouvelle ? »

De longues années passèrent encore. Nous traversâmes encore deux révolutions : celles de mars et d'octobre. Les groupes anarchistes syndicalistes russes voulurent créer un grand journal politique-libertaire. Pour en faire un trait d'union, le centre organisateur de l'anarchisme russe, nous avions besoin du nom de Kropotkine. Nous nous adressâmes à Pierre Alexiévitich ; nous lui dîmes quel enthousiasme cette idée rencontrait dans tous les milieux anarchistes et parmi ses amis personnels. Mais Kropotkine trouva que le temps n'était pas venu d'éditer un grand journal politique, qu'il fallait former des petits groupes de propagande, agir par l'exemple individuel, réimprimer et répandre les articles des *Temps Nouveaux* et de la *Révolution* devenues depuis longtemps déjà des raretés bibliographiques. Et, dès la fin de 1917, Pierre Kropotkine n'était plus avec nous, les vivants, mais avec ceux qui depuis longtemps déjà ont quitté la vie.

Quand on sut que Pierre Alexiévitich Kropotkine venait de mourir à Dimitrov, tous ceux qui le connaissaient sentirent avec la plus profonde douleur que l'anarchisme traditionnel, l'anarchisme détaché des contingences de la vie, l'anarchisme rêveur descendait dans la tombe avec ce grand vieillard. Il n'est pas étonnant que se soient croisés sur sa tombe même les fers de deux tendances en lutte de l'anarchisme russe et que l'on peut définir : Réalisme ou Utopisme, « avec la vie », ou « hors la vie ». Point n'est difficile de prévoir que la victoire restera à celle qui est l'éternelle victorieuse : à la vie.

II

Dans *Pensée et Passé*, Alexandre Herzen a esquisé un portrait remarquable de Bakounine que l'on évoque involontairement en parlant de Kropotkine et en cherchant à définir ce qu'il a voulu donner au monde et ce qu'il lui a donné.

« Bakounine, — écrit Herzen, — avait bien des défauts, mais ses défauts étaient minimes et ses qualités puissantes. Jeté n'importe où par la destinée, discernant deux ou trois traits essentiels du milieu environnant, il en connaissait immédiatement le courant révolutionnaire et il se mettait aussitôt à le pousser plus avant, à l'élargir, à en faire une passionnante question vitale. Cela seul n'était-ce pas déjà chez lui une grande qualité ? »

« Il y avait chez cet homme les ferments d'une activité colossale qui ne trouvait pas à se dépenser. Bakounine portait en lui les virtualités de l'agitateur, du tribun, du prédicateur, du leader de parti, du chef de secte, de l'hérésiarque, du champion. Placé où vous voudrez, mais toujours à l'extrême gauche, il eût été anabaptiste, jacobin, camarade d'Anarcharsis Clotz, ami de Babeuf, il eût entraîné les masses et changé les destins du peuple.

« Mais il n'aimait pas seulement la clameur de l'insurrection et le vacarme des clubs, des places et des barricades : il aimait aussi l'agitation, la vie exaltée et contenue des conspirations, les conciliabules, les nuits sans sommeil, les négociations, les accords, les ratifications, les encres sympathiques et les signes conventionnels. Bakounine ne

s'arrêtait pas à peser toutes les considérations. Il considérait seulement le but lointain. Il entraînait non par ses arguments, mais par son désir ; il voulait croire et croyait. Il franchissait avec ses bottes de sept lieues les montagnes et les mers, les années et les générations. »

Quand on lit ce portrait de Bakounine esquissé par un grand artiste, il semble parfois avoir précisément été écrit pour nous montrer ce que ne fut pas Kropotkine : l'élève et le successeur de Bakounine. Kropotkine n'aimait pas à discerner les traits de la réalité pour y trouver le courant révolutionnaire. En 1905, il se sentait solidaire des zemstvos et des cadets. En 1906 et 1907, il ne voyait pas ce qu'il y avait de réactionnaire dans les expropriations. Pendant la grande tuerie voulue par les forbans de l'impérialisme, il se mit à côté du méprisable Bourtzeff. Pendant trois années de révolution contemporaine, il ne vit pas nettement la nature révolutionnaire du bolchevisme et fut plus près des socialistes-révolutionnaires de droite que des anarchistes alliés au bolchevisme. Il ne faisait de passionnante question vitale que de celle de l'éthique individuelle, — et non de la pratique sociale. Il était moins attiré vers l'extrême limite que vers le juste milieu penchant plutôt à droite. Aussi n'était-il pas né pour secouer les destins du peuple, bien que lui soit échu le plus grand bonheur : celui de vivre à l'époque des plus vastes bouleversements sociaux. Or, il y vécut en silence. Certes, dans sa jeunesse il avait connu, lui aussi, les conspirations. Il avait su aller de l'avant, coûte que coûte, couvrant de son manteau une éthique impeccable, il avait voulu croire et sut insuffler à autrui la foi créatrice de vie. Il ne se serait pas acquis sans cela sa renommée de grand révolté. Mais au cours des derniers vingt ans, loin de croire lui-même, il tua en nous la foi : l'éthique lui servit à se cacher le visage devant celle dont il avait si ardemment rêvé dans sa jeunesse, lorsque, au déclin de ses jours, elle apparut devant lui : la Révolution

La qualité mattresse de Kropotkine n'était pas dans l'analyse de la vie, dans la prévision scientifique du futur, mais dans la pitié. Sa fille Alexandra Petrovna en dit : « Il aimait les hommes, avec cette force de l'amour qui est le propre du peuple russe, c'est-à-dire avec pitié ». Sentant en lui cette pitié, force dominante essentielle, il l'idéalisait, il tentait d'en faire une force universelle. Et ce n'était pas encore là le malheur.

Le malheur commençait là où il tentait de faire de son état d'esprit subjectif la base d'une politique réelle. Quand nous lisons les *Paroles d'un Révolté*, la *Conquête du Pain* ou ses nombreux articles, il nous semble entendre toujours une seule et même prédication : qu'il ne faut pas spolier les pauvres, qu'il ne faut pas opprimer le faible, qu'il faut s'aimer les uns les autres et avoir pitié. Quand nous lisons cette prédication pour la première fois, elle nous séduit par sa vérité infinie. C'est pourquoi il n'y a pas dans toute la littérature mondiale d'ouvrages de propagande qui puissent se comparer à la *Conquête du Pain* ; mais quand ensuite nous retrouvons toujours et partout les mêmes mots, les mêmes phrases, les mêmes arguments : dans le manifeste, dans la brochure, dans l'ouvrage scientifique, nous éprouvons une sorte de contrariété. Certes, nul autre écrivain n'a plus souvent écrit ces deux mots « Solidarité » et « Révolte ». Mais qu'a-t-il fait pour l'organisation de cette solidarité et de cette révolte ?

Kropotkine fut un grand apôtre, il fut l'apôtre

de l'humanisme, apôtre incomparable parce qu'il prêchait d'exemple, mais il ne fut, hélas ! aucunement un organisateur ; c'est pourquoi dans la vie sociale de l'Europe et de la Russie, il n'a laissé d'empreinte nette ni dans les programmes des militants, ni dans les institutions contemporaines.

Il réduisait tout projet d'organisation et toute tactique à l'amour du peuple, conçu sous une forme particulière. C'était en somme un *narodnik* (1). C'est pourquoi, même dans ses travaux scientifiques, une sorte d'envergure fait défaut.

Quelques exemples : Pierre Alexiévitich a écrit d'assez considérables études sur les communes de moyen âge, sur la petite industrie, sur la Révolution française, sur la Commune de Paris, etc., mais quand, les ayant lues, on veut conclure et l'on demande : que faire ? on n'y trouve en fait aucune réponse. En mai 1920 (2), il écrit à un ami anarchiste : « J'ai foi profondément à l'avenir ; je crois que le mouvement syndical qui a récemment réuni en congrès les représentants de 20 millions d'ouvriers sera, au cours du demi-siècle qui vient, la plus grande force qui puisse se consacrer à l'édification d'une société communiste sans Etat.

« Je crois aussi que pour l'organisation d'une société socialiste ou plus exactement communiste, parmi les paysans, le mouvement coopératif, et plus précisément le mouvement de la coopération paysanne russe, deviendra, au cours du demi-siècle qui vient, un noyau vivant créateur de vie communiste. »

L'apôtre et le prédicateur pour lequel la vie sociale n'est rien de plus que le champ où sa morale personnelle peut s'exercer, se contente d'un « je crois » assez naïf.

Certes, nous ne pensons pas en faire un reproche au défunt. Nous n'avons voulu qu'esquisser en quelques traits nets sa place dans l'histoire de l'anarchisme et de la révolution. Il n'était pas et ne pouvait pas être le champion de l'anarchisme, dont il fut le plus grand apôtre.

III

Dans les théories des tendances qui se revendiquent de l'anarchisme, il n'y a, en somme, aucun principe que l'on puisse attribuer en entier à Kropotkine. On lit pourtant souvent que Kropotkine transforma un point de la doctrine anarchiste ; l'anarchisme collectiviste de Bakounine devint, avec Kropotkine, communiste. Cette affirmation se fonde sur un malentendu.

« Dans ses opinions économiques, nous dit Kropotkine lui-même, Bakounine était complètement communiste ; mais, d'après un accord avec ses amis fédéralistes de l'Internationale, il s'intitulait anarchiste-collectiviste, payant ainsi son tribut à la méfiance que s'étaient attirée en France les communistes d'Etat. — Pour lui, comme pour ses amis, le collectivisme signifiait la propriété sociale de tous les moyens de production, sans préciser à l'avance sous quelle forme le travail de différents groupes de producteurs serait rétribué.

Il est donc évident que la terminologie nouvelle de Kropotkine ne marqua pas un progrès des théories anarchistes. Bakounine savait que la société se fonde sur les moyens de production et non sur la consommation, et qu'il est par

conséquent indispensable de créer avant tout une forme définie de production, les formes de la répartition des produits devant surgir dans le creuset de la révolution, sous l'influence des conditions concrètes de la lutte. Et la révolution russe a montré combien Bakounine avait raison.

Si l'on admet, pourtant, que l'admission du communisme dans l'enseignement anarchiste fut un progrès au sens de la précision plus grande des buts suprêmes, Kropotkine fit incontestablement faire à la théorie anarchiste un pas en arrière en substituant à la formule de lutte de classes, si nette et si précise chez Bakounine, la notion équivoque et parfois dangereuse d'un « peuple » hors classe ou embrassant toutes les classes. Comme Marx, Bakounine, esprit doué des fines qualités de l'analyse, comprenait parfaitement qu'il y a, entre la bourgeoisie et le prolétariat, bon nombre de groupes de travailleurs ayant leurs intérêts propres et leur idéologie propre. Assurément, il ne voyait nulle part de « crâne anti-collectiviste », mais il savait bien qu'il fallait aborder la petite bourgeoisie et les intellectuels d'une façon particulière, que ces groupes peuvent et doivent aller, dans certains cas, avec le prolétariat et peuvent et doivent aller contre lui dans mille autres cas. Analysant leur idéologie en économiste et en psychologue, Bakounine, idéologue de la classe ouvrière, méditait une tactique propre à transformer ces ennemis probables en alliés possibles. Kropotkine abordait tout autrement ces questions épineuses. « Tout honnête homme, écrit-il (1), appartenant à votre jeunesse, qu'il soit paysan ou ouvrier, instruit ou ignorant, pauvre ou riche, si seulement un cœur vivant et sensible bat dans sa poitrine, doit comprendre combien les droits de l'humanité sont aujourd'hui foulés aux pieds, doit prendre conscience de ses droits et aller où le pousse tout l'ordre social contemporain, c'est-à-dire devenir un révolutionnaire. » Toute la tactique, toute la pratique révolutionnaire s'édifient ici sur un cœur brûlant et sensible.

En quoi réside l'idée maîtresse de l'enseignement de Kropotkine sur la destruction de l'Etat ? Jamais Bakounine ne sépara l'Etat du capital, comprenant que ce sont là les deux aspects de la même chose, de la domination bourgeoise. Par ses travaux extrêmement sérieux et consciencieux sur les origines de l'Etat, Kropotkine introduit dans cette question une confusion telle que l'anarchisme s'y confond tout à fait avec le libéralisme bourgeois. Dans un cas, il considère comme équivalents l'Etat et le gouvernement. Dans un autre, il n'appelle l'Etat que le gouvernement centralisé. Il s'exprime parfois de telle manière que la commune du moyen âge qu'il appelle pompeusement « commune libre », nous apparaît presque comme la commune idéale de l'avenir, ou tout au moins comme un grand pas vers elle.

Nous lisons dans la *Conquête du Pain* (p. 50) : « Aussitôt que les communes des dixième, onzième et douzième siècles réussirent à se libérer du pouvoir des autorités laïques ou religieuses, les principes du travail commun et de la consommation commune commencèrent à s'y développer rapidement.

« La ville — la ville et non des personnes privées (c'est, par exemple, en Russie, « le Seigneur Novgorod le Grand ») — affrétait des vaisseaux et envoyait des caravanes commercer avec des pays

(1) *Narodnik*, littéralement « populiste » : révolutionnaires qui s'inspirent des traditions populaires du peuple russe.

(2) « Les organisations anarchistes à la mémoire de P. A. Kropotkine ». Moscou, février 1921.

(1) *Paroles d'un Révolté*, p. 78. — Toutes ces citations sont traduites d'après les récentes éditions russes.

éloignés ; et les bénéfices de ce commerce n'enrichissaient pas des négociants particuliers.

« Tout ceci a disparu. Seule, la commune villageoise lutte encore pour conserver les derniers vestiges de ce communisme et n'y réussit que jusqu'au moment où l'Etat jette dans la balance le poids de son épée.

Dans un autre passage (*Paroles d'un Révolté*), il dit : « En se libérant des propriétaires, la commune du moyen âge se libère-t-elle également des riches marchands enrichis par le négoce et la banque ? Malheureusement, non. Ayant détruit les châteaux des seigneurs, les communeux virent bientôt que les gros négociants commençaient à édifier leurs propres châteaux et que, dans les communes mêmes la lutte commençait entre les pauvres et les riches, lutte dans laquelle le roi allait bientôt intervenir. »

Ainsi, dans la commune il y avait une lutte de classe : les uns s'enrichissaient, les autres s'appauvrirent, les bénéfices ne revenaient certes pas à tous et la ville n'était que la raison sociale d'une classe de marchands, comme la patrie est maintenant une firme bourgeoise.

Arrivé à cette conclusion, Kropotkine se rendait compte que cette commune est loin d'être un idéal ou même une esquisse de la commune future et tentait naturellement d'établir des distinctions. Il dit, dans le même livre, page 118 : « Pour l'habitant de la cité du moyen âge, sa commune était un Etat (!) rigoureusement délimité par des frontières. Pour nous, la commune n'est plus une unité territoriale. C'est plutôt l'idée générale (!) d'une sorte (?) d'association des égaux, sans enceinte ni frontière.

Dans la *Conquête du Pain*, Kropotkine dit : « A chaque phase économique correspond, dans l'histoire, une phase économique particulière ; on ne peut pas détruire les formes actuelles de la propriété sans créer en même temps des formes nouvelles de la vie politique... »

« Tant que la société se basa sur le servage, elle put s'accommoder de la monarchie absolue ; mais dès qu'elle se fonda sur le salariat et l'exploitation des masses par le capitalisme, c'est dans le parlementarisme qu'elle trouva le meilleur rempart de l'exploitation. La société libre qui aura recueilli l'héritage commun : terres, fabriques, capitaux, devra chercher une nouvelle organisation économique et qui sera basée sur la libre association et la libre fédération. »

Ailleurs (1), Pierre Kropotkine écrit : « La communauté libre, telle est la forme politique que devra adopter la révolution sociale.

« Nous considérons aussi que s'il ne faut pas de gouvernement central pour commander aux libres communautés, si le gouvernement national est aboli et si l'unité du pays se réalise par la libre fédération des communes, l'administration centrale des villes est tout aussi inutile et nuisible.

« Le principe fédératif, c'est-à-dire la libre association des quartiers, des syndicats, des associations de consommation et d'échange est tout à fait suffisant pour réaliser dans la commune l'accord entre les producteurs, les consommateurs et les autres groupes de citoyens. »

Que nous allions non vers la création d'un Etat centralisé militairement communiste, mais vers la libre association des travailleurs, la révolution russe l'a signifié dans son premier acte histori-

que, dans la Constitution de la Russie des Soviets, indiquant que la dictature du prolétariat et des paysans pauvres s'institue temporairement « dans le but de vaincre complètement la bourgeoisie, d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme sans classes ni pouvoir d'Etat », la Constitution dit : « La République russe est la libre société socialiste de tous les travailleurs de Russie ».

En ce qui concerne le principe fédératif, il a trouvé, lui aussi, son application dès les premiers pas de notre révolution russe. Conformément au vœu de Kropotkine, qui conseillait aux révolutionnaires de ne pas attendre les autorisations des Parlements et de faire la révolution sur place et tout de suite, les communistes russes ont dispersé la Constituante ultra-démocratique, jeté au ruisseau le pouvoir des « socialistes », pris Pétrograd et Moscou, institué la domination des travailleurs dans tout le pays, prenant ville après ville, village après village.

Mais, à côté d'excellentes idées claires sur la vie politique et l'organisation de la société de demain, nous trouvons, chez Kropotkine, bien des choses indévisées, bien des choses décevantes, car il ne distingua jamais la tendance du but final et confondit les tâches concrètes de l'heure présente avec la dernière étape d'une longue évolution. Car il faut être aveugle pour ne pas voir l'impossibilité absolue de transformer tout de suite, dès les premiers jours de la révolution, un immense pays inculte et ruiné en libre association fédérative de minuscules communautés rurales et de quartiers urbains.

Dans l'enseignement de Kropotkine sur les voies de la révolution sociale, nous retrouvons le même mélange de clarté géniale dans les vues d'ensemble et de déroulante insuffisance en toute matière concrète.

« Notre tâche — commence-t-il fort bien (*La Conquête du Pain*, p. 80) — ce sera de faire en sorte que, dès les premiers jours de la révolution et tant qu'elle durera, il n'y ait, sur toute l'étendue du territoire embrassé par l'insurrection, ni un homme manquant de pain, ni une femme contrainte de faire la queue devant la porte du boulanger en attendant qu'on lui jette, comme une aumône, une miche de pain, ni un enfant manquant de ce dont sa faiblesse a besoin.

« Pour agir pratiquement, il faut que le peuple s'empare immédiatement de tous les stocks existants là où s'est produite la révolution, qu'il en fasse l'inventaire, qu'il s'assure que rien ne se perd et que tout citoyen puisse bénéficier des réserves de vivres pour traverser la période critique ». (Page 83).

Tout ceci est assurément exact, et c'est précisément dans ce sens que fut orientée la tactique du communisme russe.

« Aux paysans, continue Kropotkine (page 101), il faut offrir non du papier, mais les articles dont il a réellement besoin : la batteuse et la moissonneuse auxquelles il renonce maintenant avec amertume, les vêtements qui le protégeraient contre les intempéries, la lampe et le pétrole qui remplaceront son lumignon, la faux et la charrue, en un mot tout ce qui lui fait maintenant défaut. »

Mais ici nous sommes en droit de demander : et si la ville ne peut rien offrir de cela aux paysans, parce qu'elle est, supposons-le, complètement ruinée par la guerre, comme il est arrivé de notre temps ? A cette question, il n'y a pas de réponse chez Kropotkine. Il est inflexible dans sa négation absolue de l'autorité : « Que la ville en-

(1) *L'Anarchie* p. 44-45.

voie à la campagne non un commissaire ceint d'une écharpe, rouge ou autre, porteur de l'ordre d'envoyer les vivres à tel endroit donné, mais des amis, des frères qui diront aux paysans : « Apportez-nous vos produits et prenez dans nos magasins tout ce que vous voulez ». — Les vivres afflueront alors à la ville de toutes parts.

Et si nos magasins sont vides, si nous n'avons presque rien à offrir aux paysans, si les paysans se refusent à ravitailler les « parasites » de la ville, ne faudra-t-il pas tout de même leur envoyer un commissaire fût-il sans écharpe ?

La réponse de Kropotkine est d'autant plus insuffisante que sa perspicacité géniale avait prévu des aspects de la révolution qui ne se sont révélés et ne sont devenus évidents pour tous que maintenant. « Le paysan, dit-il, profitera sans nul doute de la révolution pour redresser son échine courbée sur la terre. Au lieu de travailler, comme maintenant, 14 et 16 heures, il voudra tout à fait légitimement se reposer la moitié du temps, ce qui peut amener à une baisse de la production des vivres les plus nécessaires : pain et viande. »

« Il est donc raisonnable de supposer (page 105) que le ravitaillement, tant de l'intérieur du pays que de l'étranger, diminuera dans l'ensemble. Comment combler ce déficit ? Très simplement, avec les forces propres de la ville. »

Kropotkine avait non seulement prévu les immenses difficultés de notre révolution, la désorganisation de l'industrie et du travail, la vague de paresse, la nécessité du troc entre la ville et la campagne, mais aussi la nécessité d'utiliser les terres disponibles des villes pour la culture. Mais ceci suppose un labour long et difficile. Et que doit faire tout de suite la ville déjà affamée, qui n'a pas encore organisé sa production alimentaire, dont les magasins sont vides, qui n'a rien à offrir au paysan, alors que le paysan diminue ses labours et n'offre le pain à la ville qu'à des prix de spéculation ?

La ville doit-elle s'éparpiller et périr comme l'exige la campagne inculte et point révolutionnaire qu'elle a elle-même appelée à la vie et à laquelle elle a donné la terre et la liberté ? Certes, Kropotkine, perspicace, voyait parfaitement l'inéluctabilité de la violence organisée de la ville sur la campagne, si seulement on veut éviter une violence autrement cruelle et inhumaine de la campagne sur la ville.

Ce n'est pas seulement en politique que Kropotkine se laissait guider par l'éthique pure. Tous ses travaux scientifiques de biologie, de zoologie et même de géographie sont profondément pénétrés de cet amour qui était, en réalité, de la pitié. On sait avec quelle joie il saisit au vol, vers 1870, l'idée du professeur Kessler sur « l'existence dans la nature, outre la loi de lutte pour la vie, d'une loi d'aide mutuelle ». Dans l'enseignement de Kessler, Kropotkine trouva une base pour la divinisation « scientifique » de la pitié. « Il n'est que sur un point, écrit-il (*L'entraide*), que je ne puis m'accorder complètement avec Kessler. Ce dernier voyait dans le souci de la progéniture la source de la sympathie des animaux les uns envers les autres.

« J'accordais la plus grande attention à établir tout d'abord l'importance de l'entraide comme facteur de révolution, laissant à d'autres chercheurs le soin de rechercher les origines des instincts d'aide mutuelle. » (Page 5).

Ainsi, Kropotkine ayant par hasard découvert l'idée d'entraide, évite consciemment d'en étudier l'origine parce qu'il craint que les faits qu'il a réunis pour défendre la fameuse aide mutuelle,

ainsi que d'autres plus nombreuses encore qui la contredisent, n'aient rien de commun avec la pitié, solidarité instinctive dont il veut faire une loi universelle.

IV.

On ne peut, dans les cadres étroits d'un article de revue, aborder tous les aspects de l'activité et de la pensée du grand savant révolutionnaire. On voudrait pourtant résumer, ne fût-ce que dans les grandes lignes, l'héritage qu'il laisse au monde. L'historien notera sans doute avec le plus grand respect la vie d'étude et de propagande du grand homme. A nous, ses contemporains, à nous qui n'avons pas encore résolu tous les problèmes autour desquels gravitèrent la vie et la pensée de Kropotkine, il nous est bien difficile de lui assigner une place précise : sa personnalité fut trop multiple et trop indépendante pour qu'on la puisse embrasser dans une formule.

Quand on fixe attentivement les traits de Kropotkine, une autre haute intelligence s'évoque involontairement, qui lui ressemble de façon surprenante : Platon. L'un et l'autre enrichis de tous les fruits du développement ultérieur, devinrent les centres de géniales intuitions et — à la fois — d'innombrables contradictions. L'un et l'autre firent de toute leur vie une recherche permanente de la société parfaite et consacrèrent à ces recherches non seulement toute leur force, mais aussi toute leur pensée, tout leur savoir. L'un et l'autre firent de la loi de leur vie intérieure la loi créatrice du monde : l'équité. Avec cette seule différence que le grand Hellène ne se sentait pas accablé de pitié et concevait l'équité dans l'harmonie, tandis que Kropotkine à jamais blessé par les horreurs du servage et de la débauche d'une aristocratie, fit, par une protestation intellectuelle contre son milieu, de l'idée d'une égalité niveleuse la loi suprême.

Kropotkine était aussi rationaliste que Platon et croyait autant que lui au règne de la raison, avec cette différence que Platon l'appelait *politéia*, et Kropotkine *l'anarchie*. Platon était en réalité loin de faire de la contrainte la loi suprême : il pensait que l'on atteindrait par l'éducation à la solidarité de tous les membres de la société, chacun remplissant sa tâche. D'autre part, Kropotkine n'était pas tout à fait l'antiétatiste absolu qu'il se croyait lui-même : il admettait le fédéralisme, le droit coutumier, les cours arbitrales, les contrats, il ne déniait pas à la communauté le droit de recourir à la violence, il s'opposait seulement à la violence organisée, il ne voulait pas de loi écrite, il ne voulait pas de centralisation. Le fait est qu'il aurait, dans une assez large mesure, pu s'entendre là-dessus avec le vieux Platon qui ne songeait pas à gouverner au moyen de lois mortes, qui leur préférait des directives générales et idéalisait de même les petites cités.

On peut même dire sans beaucoup d'exagération qu'il n'y avait pas entre eux de contradiction philosophique irréductible. Platon n'était pas un idéaliste absolu puisqu'il ne niait pas l'existence du monde sensible, et Kropotkine se considérait comme matérialiste (son matérialisme étant d'ailleurs assez vague), bien moins pour des raisons philosophiques que pour des raisons pratiques, en manière de protestation contre l'église. Mais où Platon et Kropotkine se confondent tout à fait, faisant apparaître à nos yeux un type commun, c'est dans leur attitude envers la morale : tous deux voyaient dans l'aspiration à la perfection le but de l'être.

Kropotkine cite rarement dans ses ouvrages Platon qu'il appelle avec dédain un « étaliste-utopiste ». Mais il est bien plus étonnant qu'il passe presque tout à fait sous silence un autre précurseur, celui auquel il doit le fondement principal de sa doctrine : Michel Bakounine. Kropotkine n'en parle qu'incidemment et toujours d'un ton d'éloge assez conventionnel, où l'on sent plus de critique que de sympathie réelle. Il doit pourtant à Bakounine autant qu'à Platon. Le philosophe grec lui a donné l'idée d'une société parfaite vivant dans l'aurore d'une moralité supérieure.

Bakounine lui a montré le chemin vers cet idéal social : la révolte populaire. L'idéal de perfection sorti des mains de Platon trop abstrait, utopique et sans ailes, acquit chez Kropotkine, grâce à Bakounine, une base solide et des ailes puissantes.

Mais c'est à peine si l'influence d'une troisième intelligence originale sur Kropotkine ne fut pas plus forte encore que celle de Platon et de Bakounine. Nous voulons parler de Joseph Proudhon. Pour Kropotkine, Bakounine était trop réaliste. Bakounine vivait avec son milieu, s'enfiérait, souffrait, brûlait avec sa classe et son époque. Il subordonnait à ces intérêts concrets la science, la philosophie et sa tactique propre. Voyant avec Marx le fait dominant de la vie sociale contemporaine dans la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie, il se jeta, de toute son âme, jusqu'à l'oubli de soi-même, dans les rangs du prolétariat et ne considéra jamais le monde et les tâches actuelles que du point de vue des intérêts réels de sa classe. Pour Kropotkine, il n'y avait guère de classes, car il considérait la société non comme un gladiateur en armes, mais comme un noble repentit que la pitié envers le peuple poignait et pour lequel il n'y avait ni prolétaires, ni petits bourgeois, ni intellectuels, mais seulement des opprimés et des oppresseurs, des hommes honnêtes et des spoliés. Bakounine devait naturellement sembler à Kropotkine trop étroit. En développant le bakounisme, il revint sans s'en apercevoir au proudhonisme. Chez Proudhon, il trouva l'idée de coopération, celle des libres contrats, celle de l'organisation fédéraliste de l'industrie. Proudhon contribua aussi à lui suggérer l'idée directrice de ses recherches : la mutualité. Et quand Kropotkine entendit le professeur Kessler prononcer ce mot en parlant de la vie des animaux et des plantes, il en fut profondément heureux, parce que l'idée lui vint de proudhoniser, si l'on peut dire, les sciences naturelles. Ce qu'il fit dans son célèbre *L'Entr'aide*.

Pourtant, ni Platon, ni Bakounine, ni Proudhon ne nous révèlent encore toutes les origines intellectuelles de cette puissante individualité, Kropotkine ayant été avant tout, non un penseur, non un révolutionnaire, non un réformateur social, mais un apôtre. A ses yeux, l'éthique couvrait tout. C'est pourquoi il renonça si volontiers à la richesse et à tous ses privilèges ; c'est pourquoi, il sut renoncer si volontiers à la science qui lui était autrement chère ; c'est pourquoi il arriva cette chose si incompréhensible même à tous ses amis, qu'il renonça à l'activité politique et sociale, pour s'exiler, à l'époque des plus grandes tempêtes révolutionnaires, dans une campagne perdue et s'y consacrer tout entier aux questions de la morale éternelle. C'était, avant tout un apôtre. Et c'est pourquoi un autre grand esprit russe lui est surtout proche : Léon Tolstoï.

Elle est significative cette phrase, dite naguère par Kropotkine au tolstoïen V. Tchertkov : « Vous jugerez combien me sont proches les opinions de Léon Nikolévitch, par ce simple fait que j'ai

écrit tout un livre pour démontrer que la vie s'édifie non sur la lutte, mais sur l'entraide. »

« Et si, dit plus loin Tchertkov qui rapporte ces paroles, Kropotkine, en parlant avec moi, passait toujours sous silence ce domaine spirituel où Tolstoï plaçait la base même de sa philosophie, je sentais, sans pouvoir en douter, que Pierre Alexeïévitch, loin d'être un matérialiste, était un idéaliste de la race la plus pure. » (*Les organisations anarchistes à la mémoire de P. A. Kropotkine.*)

Parti de Platon, par le encyclopédistes français, Kropotkine se rapprocha de Tolstoï ; parti de Bakounine, il revint en passant par Proudhon, au même Tolstoï. Son éthique encore inédite nous montrera probablement combien il s'en rapprocha.

Kropotkine est mort, mais la postérité reconnaissante ne l'oubliera pas. Elle n'oubliera pas son amour inépuisable de l'humanité, son dévouement illimité aux travailleurs. Elle n'oubliera pas l'homme qui avait renoncé aux richesses, aux honneurs de la cour impériale, à la science et à toutes les joies de la vie pour servir la révolution mondiale, l'homme qui se trompa sans doute plus d'une fois, et cruellement, mais fut toujours jusque dans ses erreurs si désintéressé, si pur, si profondément sincère, que ses ennemis mêmes écoutaient sa voix comme celle de la conscience sociale. Elle n'oubliera jamais celui qui voyait le plus grand danger pour la révolution dans la « lâcheté intellectuelle, les préjugés, les demi-mesures », et qui avec Danton nous légua cette devise : *De l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace !*

I. NOVOMIRSKY.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)

123, rue Montmartre, Paris (2^e).

Georges DANGON, imprimeur